

[Plus tard]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la conférence de presse à laquelle mon honorable ami de Fundy Royal a fait allusion. Le ministre en aurait-il une transcription non censurée afin que nous puissions prendre connaissance des remarques tenues pour dangereuses?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, les journalistes de la *Presse canadienne* qui étaient présents ont rapporté mes remarques assez fidèlement, selon moi, et si le député veut bien lire ces rapports, il verra ce que j'ai dit au juste.

L'AGRICULTURE

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—LES SUBVENTIONS SERAIENT RÉDUITES

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Selon certaines nouvelles entendues ce midi, le ministère de l'Agriculture se proposerait de réduire de plusieurs millions de dollars le montant des subventions, aux producteurs laitiers. L'honorable ministre pourrait-il infirmer ou confirmer ces nouvelles?

M. l'Orateur: Malheureusement, la question telle que posée n'est pas recevable.

LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L'EXEMPTION DES MENNONITES ORTHODOXES

[Traduction]

M. Max Saltsman (Waterloo): Ma question, qui s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, porte sur l'octroi d'exemptions aux Mennonites. Le cabinet a-t-il été saisi de la question et, si oui, quelle a été sa décision?

M. l'Orateur: La question, telle qu'elle est posée, est irrecevable.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES CENTRES AU NOUVEAU-BRUNSWICK

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Ma question, dont je lui ai déjà donné avis, et qui a trait à des réunions tenues au Nouveau-Brunswick, s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le ministre a-t-il décidé qu'il y aurait cinq centres d'expansion dans cette province? Si oui, quand ces régions seront-elles officiellement désignées? Peut-il nous fournir d'autres renseignements à ce propos?

[L'hon. M. Sharp.]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Non, je ne puis donner aucun renseignement pour le moment. Nous serons prochainement en mesure d'annoncer où se trouveront les centres d'expansion, mais les gouvernements provinciaux et le cabinet fédéral ne se sont pas encore mis d'accord là-dessus.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre fera-t-il une déclaration à la Chambre après que le gouvernement aura pris une décision au sujet des centres d'expansion dans les provinces atlantiques?

L'hon. M. Marchand: J'ignore si je ferai une déclaration à la Chambre, mais je prendrai certainement publiquement position. Je ne vois pas d'inconvénient à dire à la Chambre où seront les centres d'expansion une fois la décision prise.

Une voix: Merci infiniment.

LES PERSPECTIVES DE LA FAIREY AVIATION OF CANADA

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): J'ai une question connexe à adresser au ministre de l'Expansion économique régionale. Peut-il nous indiquer si ses fonctionnaires ont décidé quoi que ce soit, depuis la semaine dernière, à propos de l'aide à accorder à la Fairey Aviation of Canada?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je regrette de ne pouvoir répondre à cette question.

LA POLLUTION

LES MOTEURS À COMBUSTION INTERNE

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): J'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné l'appréhension croissante et les avertissements toujours plus nombreux lancés partout par les hommes de science à propos des dangers que cause à notre environnement la pollution de l'atmosphère résultant des moteurs à combustion interne actuellement employés, son ministère ou un autre ministère de l'État a-t-il entamé une enquête, des recherches ou des entretiens sur des programmes destinés à résoudre ce problème de plus en plus grave?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je ne sais pas au juste quelle est l'ampleur des recherches entreprises par l'État ou par mon ministère mais ce que je sais, c'est que de nombreux entretiens ont eu lieu entre des spécialistes de ce domaine et des spécialistes de mon ministère.